



En Jeu. Histoire et mémoires vivantes



---

N° 5 | 2015

La démocratie à l'épreuve de l'« état d'exception »

---

## Crise européenne, démocratie et souveraineté

Entretien avec Jean-Marc Ferry

*Tristan STORME*

**Yannis THANASSEKOS**

---

**Édition électronique :**

**URL :** <https://en-jeu.numerev.com/articles/revue-5/864-crise-europeenne-democratie-et-souverainete>

**DOI :** numerev\_1486

**ISSN :** 2269-2347

**Date de publication :** 05/06/2015

Cette publication est sous licence **CC BY-NC-ND** (Attribution - No commercial - No derivatives).

---

Pour **citer cette publication** : STORME, T., THANASSEKOS, Y. (2015) Crise européenne, démocratie et souveraineté. *En Jeu. Histoire et mémoires vivantes*, (5). [https://doi.org/10.34745/numerev\\_1486](https://doi.org/10.34745/numerev_1486)

*Entretien réalisé par Tristan Storme et Yannis Thanassekos, à Bruxelles, le 20 février 2015.*

Jean-Marc Ferry est philosophe, professeur honoraire de sciences politiques et de philosophie morale à l'université libre de Bruxelles, et titulaire de la chaire de philosophie de l'Europe de l'université de Nantes. La question européenne occupe une place privilégiée dans son œuvre philosophique. On lui doit notamment *La Question de l'État européen* (Gallimard, 2000), *Europe, la voie kantienne. Essai sur l'identité postnationale* (Cerf, 2005), ou encore *La République crépusculaire* (Cerf, 2010).

Le début d'année 2015 a été marqué par deux événements majeurs dont le traitement médiatique et académique a eu partie liée avec la thématique de l'« exception » : les attentats qui ont endeuillé la France les 7 et 9 janvier derniers, ainsi que le triomphe de Syriza aux dernières élections législatives grecques. Quelques jours après ces événements, en février, M. Ferry a gentiment accepté d'évoquer pour nous cette actualité brûlante, à travers une réflexion plus large sur la situation de notre État de droit démocratique. Qu'en est-il de la démocratie européenne, à l'heure où le règlement de la crise grecque par la « Troïka » participe de dérives « postdémocratiques » non négligeables ? Qu'en est-il de l'État de droit libéral devant les mesures prises en urgence par nos gouvernements confrontés à la crise européenne - économique et financière - et à la « menace terroriste » ? L'exception est-elle un concept adéquat pour apprécier ce contexte politique qui est le nôtre ?